

CAROLINE RAMADE

EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ
COMMISSAIRE AUX COMPTES
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

12, RUE ARMAND CARREL – 75019 PARIS
TEL. : 01.42.00.25.78

ASSOCIATION AIDAFRIQUE ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 août 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 août 2024

A l'Assemblée Générale de
L'Association Aidafrique et Solidarité Internationale
125, chemin du Restic-Vian
29200 BREST

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Aidafrique et Solidarité Internationale relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de mon rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

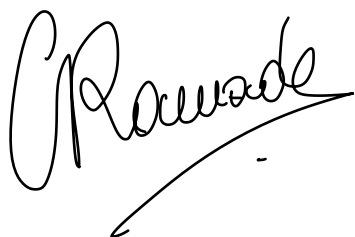
Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 27 janvier 2025

Le Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'CRamade', with a long, sweeping horizontal stroke extending to the right.

Caroline Ramade

ANNEXE
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES RESPONSABILITÉS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**AIDAFRIQUE ET SOLIDARITE
INTERNATIONALE**

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

BILAN

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

ACTIF

	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortiss. & provisions	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains et aménagements des terrains	14 482,66	-	14 482,66	14 482,66
Constructions	-	-	-	-
Installations techniques, matériel et outillage	142 291,65	136 630,25	5 661,40	7 237,78
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Total I	156 774,31	136 630,25	20 144,06	21 720,44
ACTIF CIRCULANT				
Autres	-		-	4 780,00
Disponibilités	552 360,01		552 360,01	794 093,00
Charges constatées d'avance	-		-	245,20
Total II	552 360,01	-	552 360,01	799 118,20
TOTAL GENERAL (I + II)	709 134,32	136 630,25	572 504,07	820 838,64

BILAN

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

PASSIF

	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
Réserves	1 226 105,28	1 226 105,28
Réserves statutaires	-	-
Report à nouveau	(413 491,47)	(591 094,47)
Excédent ou déficit de l'exercice	(243 756,74)	177 603,00
Total I	568 857,07	812 613,81
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	-	-
Total II	-	-
DETTES		
Emprunts et dettes financières diverses	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-	-
Dettes fiscales et sociales	567,00	-
Autres dettes	3 080,00	8 224,83
Total III	3 647,00	8 224,83
TOTAL GENERAL (I + II + III)	572 504,07	820 838,64

COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

CHARGES

	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES COURANTES		
Autres achats et charges externes	73 019,97	64 319,78
Impôts, taxes et versements assimilés	6,28	780,76
Frais de missions d'assistance et de bienfaisance	217 477,10	34 303,69
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 576,38	740,89
Autres charges de gestion courante	0,07	-
Total I	292 079,80	100 145,12
CHARGES FINANCIÈRES		
Différence négative de change	549,62	925,17
Total II	549,62	925,17
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations en capital	-	-
Total III	-	-
Impôt sur les sociétés des organismes sans but lucratif (IV)	593,00	-
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV)	293 222,42	101 070,29
Solde créditeur (excédent)	-	177 603,00
TOTAL GÉNÉRAL	293 222,42	278 673,29

COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

PRODUITS		
	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS COURANTS		
Cotisations	230,00	210,00
Aides financières d'associations poursuivant le même objet	32 224,22	-
Dons de bienfaisance	7 404,00	275 507,56
Legs, donations et assurances -vie	-	-
Autres produits	-	-
Total I	39 858,22	275 717,56
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	9 141,65	2 472,42
Différences positives de change	465,81	256,27
Total II	9 607,46	2 728,69
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	-	227,04
Sur opérations en capital	-	-
Total III	-	227,04
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)	49 465,68	278 673,29
Solde débiteur (déficit)	243 756,74	
TOTAL GÉNÉRAL	293 222,42	278 673,29

ANNEXE LÉGALE DES COMPTES

Exercice du 01.09.2023 au 31.08.2024

L'association Aidafrrique et Solidarité Internationale a pour objet d'exprimer la solidarité de la confession chrétienne des Témoins de Jéhovah d'Europe avec les Témoins de Jéhovah des pays d'Afrique les plus démunis ainsi que d'autres régions pauvres à travers le monde, en leur apportant une aide matérielle et morale, tant dans les situations d'urgence telles que les crises sanitaires que lors de moments plus propices à leur développement. Cette aide peut être étendue à ceux qui ne partagent pas cette foi. L'association a donc un but exclusif d'assistance et de bienfaisance, conformément à l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901.

Date de création : 6 novembre 1990

Publication au Journal Officiel : 21 novembre 1990

L'association intervient pour assurer l'assistance et la protection de populations vulnérables affectées par une catastrophe naturelle, un conflit dans le pays ou autres troubles.

Elle organise et réalise des missions faisant appel à des membres des professions de santé, du bâtiment ou de tout autre bénévole.

Selon les besoins, des comités locaux de secours sont créés pour relayer et développer l'action de l'association principalement dans les pays pauvres d'Afrique, d'Amérique du sud ou d'Amérique centrale.

À la clôture de l'exercice, les comptes annuels présentent les caractéristiques suivantes :

Total Bilan	572 504,07
Résultat de l'exercice	-243 756,74

I - PRINCIPES COMPTABLES, MÉTHODES D'ÉVALUATION, COMPARABILITÉ DES COMPTES, FAITS CARACTÉRISTIQUES

Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles et normes comptables, notamment le règlement ANC n° 2014-03 et le règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

En particulier, les principes et conventions suivants ont été appliqués :

- principe de prudence ;
- principe d'indépendance des exercices ;
- continuité des activités, toutes à but non lucratif.

Méthodes d'évaluation

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Faits caractéristiques de l'exercice

Une étude sur la réorganisation des activités de l'association a été entreprise, en concertation avec d'autres structures poursuivant les mêmes missions désintéressées. L'association a maintenu ses charges fixes sur l'exercice afin de poursuivre ses actions de formation des comités de secours, tout en limitant ses autres activités dans l'attente de la réorganisation de ses missions.

II - NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RÉSULTAT

État de l'actif immobilisé

Éléments	Valeur brute début exercice	+	-	Valeur brute fin exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	162 088,30	-	5 313,99	156 774,31
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	162 088,30	-	5 313,99	156 774,31

La diminution du poste Immobilisations corporelles est due à la mise au rebut de matériels obsolètes.

Les immobilisations corporelles se rapportent essentiellement au terrain dont l'association est propriétaire et à du matériel humanitaire et mobilier nécessaire à l'activité de l'association.

État des amortissements et des provisions

Éléments	Valeur en début d'exercice	+	-	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	140 367,86	1 576,38	5 313,99	136 630,25
Total	140 367,86	1 576,38	5 313,99	136 630,25

L'amortissement pour dépréciation a été déterminé selon le mode linéaire. Les durées d'amortissement les plus généralement retenues ont été les suivantes :

- | | |
|--|-----------|
| - Matériel de bureau et informatique : | 3 à 4 ans |
| - Mobilier de bureau : | 10 ans |
| - Matériel de transport : | 7 ans |

Tableau des échéances des créances et des dettes

Éléments	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et moins de cinq ans	À plus de cinq ans
Immobilisations financières	-	-	-	-
Autres créances	-	-	-	-
Total des créances	-	-	-	-
Emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-
Legs et donations en cours	-	-	-	-
Fournisseurs et assimilés	-	-	-	-
Autres dettes	3 647,00	3 647,00	-	-
Total des dettes	3 647,00	3 647,00	-	-

Fonds propres

Conformément à la décision de l'assemblée générale ordinaire ayant approuvé les comptes, l'excédent de l'exercice précédent soit 177 603 euros a été affecté en report à nouveau

Le report à nouveau présente un solde débiteur de 413 491,47 euros.

La décomposition des fonds propres et leur variation par rapport à l'exercice précédent sont indiquées dans le tableau de variation ci-dessous:

Variation des fonds propres	Valeur en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Réserves	1 226 105,28				1 226 105,28
Réserves projet de l'entité	-				-
Report à nouveau	(591 094,47)	177 603,00			(413 491,47)
Excédent ou déficit de l'exercice	177 603,00	(177 603,00)		(243 756,74)	(243 756,74)
Total	812 613,81	-	-	(243 756,74)	568 857,07

Épargne associative

L'épargne associative est constituée exclusivement de placements de type "court terme" (tels que livret A et autres placements réservés aux Organismes Sans But Lucratif).

Détail des aides financières et en nature accordées par l'Association

Les secours suivants ont été versés

Eléments	Montants
Philippines	140 400,60
Bénin	48 780,49
France	7 999,20
Mayotte	20 296,81
Total	217 477,10

Contributions volontaires en nature

L'Association a pris la décision, en considération de son objet statutaire et conformément à son éthique, de ne pas valoriser le bénévolat en application de l'article 211-4 du règlement ANC n° 2018-06. En pratique, l'association mettant en place des comités locaux de secours assurant leurs missions sur des théâtres d'opérations où sévissent la guerre ou des catastrophes naturelles, il ne serait pas réaliste de mobiliser des ressources pour évaluer les contributions bénévoles de ces comités d'urgence.

Les autres formes de contributions volontaires à titre gratuit sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation, le cas échéant. L'association n'a pas reçu de dons en nature sous forme de biens au cours de l'exercice.